Elections Législatives des 4 et 11 Mars 1973

Quatrième Circonscription de la Haute-Garonne

TOULOUSE-OUEST



René SEGOND

Avocat à la Cour

Je suis né dans une modeste famille de cultivateurs du Lot, en 1927.

Mes études de droit terminées j'ai, durant quelques années, exploité directement la ferme de mes parents, reprise ensuite par mon frère, avant de m'inscrire au Barreau de Toulouse où j'exerce depuis 1953.

Dès cette époque, j'ai consacré mes efforts à la défense des petits commerçants et des artisans, menacés par la concurrence déloyale des grandes surfaces.

Vivant dans une cité populaire de Toulouse, ma préoccupation essentielle a été, au cours de ces dernières années, l'organisation et la défense des habitants et locataires de ces ensembles immobiliers dont l'apparition brutale, mais inéluctable a marqué un véritable bouleversement dans notre société, particulièrement pour le troisième âge et la jeunesse.

GAUCHE Ve RÉPUBLIQUE

Chers Compatriotes,

Je suis candidat de la « GAUCHE Ve REPUBLIQUE », comme je l'étais en 1968, dans une circonscription voisine, et je reste dans la ligne que vous avait proposée en 1967 et 1968 mon courageux prédécesseur et ami Thadée DIFFRE, trop tôt disparu, qui appartenait au même mouvement.

Vous avez alors massivement approuvé ces options.

Il y a aujourd'hui plus de raisons que jamais de les faire triompher.

Il eut été moralement inadmissible que dans ce TOULOUSE-OUEST, dont près de la moitié des électeurs approuvèrent encore Charles de GAULLE, lors du référendum sur la régionalisation, seu's fussent représentés, **depuis le C.D.P. de M. VALDIGUIE jusqu'au parti communiste de M. BOULES, en passant par le parti socialiste de M. RAYMOND,** des formations politiques et des hommes dont la collusion provoqua prématurément le départ du Général, avec ses conséquences...

Qui ne pense secrètement que Concorde est la première victime de l'altération d'une politique de prestige qui avait redonné à la France sa place sur la scène internationale ?

PRÉSENCE SOCIALISTE

C'est pourquoi, quand le Dr Léon BOUTBIEN, ancien député S.F.I.O., ancien membre du Comité Directeur de la S.F.I.O., Président de Présence Socialiste, avec l'amicale insistance de Noël DUPLAN, Président du Comité Central du M.S.P., de L. BOUYSOU, secrétaire fédéral, de Yves ROUSSEL, responsable régional de l'U.J.P., de Georges BONAFE, de Gérard RUMEAU, conseillers municipaux de Toulouse et de leurs compagnons, que je tiens à remercier ici pour la confiance inaltérable qu'ils m'ont manifestée et l'aide précieuse qu'ils m'apportent, m'ont demandé d'être votre candidat pour tenter de rassembler tous ceux qui, malgré des divergences mineures, **approuvent le Président Georges POMPIDOU et la Ve République, mais la souhaitent plus généreuse,** j'ai accepté avec enthousiasme.

RADICAL-SOCIALISTE INDÉPENDANT

J'ai trouvé sur ma route de nombreux amis, militants radicaux-socialistes qui m'ont convaincu que dans cette circonscription, entre le représentant d'un conservatisme bourgeois et les candidats collectivistes, une majorité d'électeurs restait, que le Réformateur ne pourrait satisfaire... **surtout à Toulouse et dans la conjoncture actuelle !...**

D'ailleurs les voix qui, dans un précédent scrutin avaient porté M. BRUNET, conseiller général de Grenade, très près du succès, ne sont-elles pas les mêmes qui en 1967 et 1968 affluèrent sur le candidat de la Gauche Ve République ?...

La convergence était manifeste.

Elle ne m'a pas surpris :

N'est-ce pas en effet, Monsieur Maurice SARRAUT qui, à Bordeaux, il y a 45 ans, dans un Congrès Radical demeuré mémorable, lançait le projet de l'intéressement des travailleurs à l'entreprise et n'est-ce pas, au fond, pour avoir voulu réaliser cette grande idée de la PARTICIPATION que le Général de GAULLE a été mis en échec ?

Que de grands noms du radicalisme ont rallié la Ve République avant ou après le départ du Général de GAULLE, depuis M. PISANI jusqu'à M. BOURGES-MAUNOURY, aujourd'hui candidat de la majorité dans les Landes et M. JEANNENEY, maintenant Réformateur.

Combien se sont illustrés dans les gouvernements de la Ve République, de Jacques CHABAN-DELMAS à Edgar FAURE, dont la dernière formule « Pour une majorité d'idées » apparaît pleine de promesses pour un proche avenir.

Dans les faits, la Gauche Ve République est donc une réalité, fort proche de la grande formation social-démocrate que la France attend.

Voici, en même temps, tracé mon profil politique.

Mais je me refuse à entrer dans une folklorique querelle d'investitures parisiennes, estimant qu'il appartient à l'électeur seul de choisir son élu, et non aux stratèges de la Capitale, ignorant tout de la province et méprisant son originalité.

Je me refuse aussi à toute démagogie.

Car, partisan convaincu d'une véritable justice sociale je n'admets, ni ceux qui, profitant de certaines misères, assoient leur carrière politique sur un paternalisme fallacieux, ni ceux qui, à l'abri de leur fortune, professent un collectivisme de circonstance à des fins électorales.

Maintenant, l'heure est venue de choisir.

La Ve République n'appartient à aucun clan,

ELLE SERA CE QUE VOUS LA FEREZ :

Conservatrice et réactionnaire, et elle s'effondrera.

Progressiste et socialiste, et elle durera !

A vous seuls, et à personne d'autre d'en décider.

DE NOTRE PROGRAMME, QUE DIRONS-NOUS ?

Puisque les autres ont tout fait ou... tout dit.

Vivant au milieu de vous, je connais vos difficultés et j'essayerai de les résoudre au mieux des intérêts de tous.

Le moment est certes venu de serrer les rangs pour défendre nos libertés et la République, mais aussi pour rénover et rajeunir notre société.

NOUS N'ADMETTONS PAS que des alliances improvisées et sans lendemain imposent leur loi à l'électeur abusé, préparant ainsi l'accès au pouvoir d'un régime totalitaire.

MAIS NOUS N'ADMETTONS PAS davantage la sclérose d'un libéralisme désuet et l'exploitation des hommes, notamment des jeunes.

CE QUE NOUS APPROUVONS :

— La Constitution de 1958-1962, assurant la stabilité et la continuité de l'Etat, notamment par l'élection du Président de la République au suffrage universel ;

— Les lignes générales d'une politique étrangère qui utilise l'indépendance nationale au développement de la coopération internationale et à l'instauration de la paix dans le monde.

CE QUE NOUS RECLAMONS :

— une démocratie vivante, informée, fondée sur la participation permanente des citoyens aux décisions politiques, économiques et sociales, **garantie par la restauration du Parlement dans les prérogatives prévues par la Constitution et l'avènement d'une véritable régionalisation ;**

— une promotion de la jeunesse et sa participation active aux responsabilités et à la vie du pays ;

— une répartition équitable des fruits et des responsabilités de la production : **la participation doit devenir réalité ;**

— une refonte de la fiscalité qui protège l'entreprise familiale et le salarié : **la suppression de la patente, impôt archaïque et inique.**

— un juste équilibre d'obligations et d'avantages entre les professions et les régions ;

— un aménagement du territoire conçu en faveur de l'homme et non plus en seule considération des calculs technocratiques : **que penser, par exemple, dans une cité comme le Mirail prévue pour 100 000 habitants, de l'absence de tout édifice consacré aux divers cultes ? ;**

— lutter contre la pollution et protéger la nature avant qu'il ne soit trop tard ;

— un enseignement dont l'architecture soit délibérée avec tous les intéressés, suivi d'une éducation permanente organisée, l'un et l'autre dotés PAR PRIORITE des crédits nécessaires ;

— un programme concret de soutien aux personnes frappées par la guerre, l'âge ou la maladie, élaboré en accord avec leurs associations ;

— une organisation et un équipement de l'agriculture qui lui permette d'accéder enfin aux revenus mérités ;

— une protection efficace des libertés communales et départementales ;

— l'indemnisation rapide des rapatriés ;

— une loi d'amnistie générale, totale et sans réserves effaçant les dernières séquelles de la guerre d'Algérie ;

— la construction accélérée de l'Europe, sous réserve que soient sauvegardées nos activités économiques et notre agriculture en particulier : **la substitution aux monnaies nationales d'une unité monétaire européenne unique face au Dollar, au Rouble, au Yen et au Yuan.**

SUR LE PLAN DEPARTEMENTAL ET REGIONAL, il importe d'engager un effort concerté pour assurer :

— la sauvegarde et le développement des industries aéronautiques et chimiques ;

— un approvisionnement en énergie qui permette une large industrialisation (l'A.P.C. doit recevoir rapidement gaz et pétrole) ;

— le désenclavement (canal au gabarit de 350 tonnes et sa dérivation, entre autres) ;

— l'équipement industriel, agricole et touristique ;

— l'équipement culturel et sportif (cette circonscription est particulièrement propice à des réalisations dans ces domaines) ;

— UNE POLITIQUE DE LA CONSTRUCTION QUI PERMETTE ENFIN A CHACUN UN LOGEMENT DECENT A UN PRIX ABORDABLE et interdise à des promoteurs abusifs le détournement à leur seul profit des avantages consentis par l'Etat.

Je propose aux élus, aux organisations professionnelles, culturelles, sportives, d'étudier sans délai, avec eux, un plan précis de réalisations immédiates, que je m'engage à défendre auprès des administrations locales, nationales, et au parlement afin d'amener progressivement le Midi-Pyrénées au niveau des régions prospères :

— SAUVER CONCORDE sera la première tâche du député de Toulouse-Ouest. Il doit mettre en jeu son mandat. Personnellement, je prends l'engagement de démissionner si les Programmes CONCORDE et AIRBUS n'étaient pas poursuivis et accélérés.

Voilà l'essentiel du programme auquel je vous invite à collaborer si vous me faites confiance.

René SEGOND

Avocat à la Cour

Union des mouvements et tendances :

Gauche Ve République

Présence Socialiste

Radical Socialiste Indépendant.

SUPPLEANT :

Claude FORTIN

Technicien à l'E.N.A.C. (Ecole Nationale de l'Aviation Civile)

Responsable régional-adjoint de l'U.J.P.

(Union des Jeunes pour le Progrès).

Imprimerie Racaud, 6, rue d'Astorg, Toulouse